

La capitale de la Norvège dit qu'elle n'achètera pas de produits des colonies israéliennes

Par Ali Abunimah, 28 octobre 2019



La capitale de la Norvège, Oslo, est la dernière municipalité à bannir l'achat de produits et de services des colonies israéliennes. ([Jorge Láscar](#))

La capitale de la Norvège bannit de ses contrats publics les produits et services des colonies israéliennes.

L'interdiction d'achats aux colonies d'Israël sur les terres palestiniennes occupées est contenue dans la plateforme de la nouvelle coalition dirigeant le conseil de la municipalité d'Oslo.

Dans leur [plan](#) 2019-2023, la Gauche socialiste, les Verts et le parti travailliste se sont engagés à veiller à ce que la passation de marchés publics n'inclut pas « de biens et de services produits sur un territoire occupé, en violation du droit international, par des entreprises opérant avec la permission de la puissance occupante ».

La construction coloniale israélienne en Cisjordanie occupée, y compris Jérusalem-Est, et sur les Hauteurs du Golan [est un crime de guerre](#).

« Le peuple palestinien, qui doit gérer chaque jour l'occupation illégale de ses territoires, mérite l'attention et le soutien internationaux », a dit Sunniva Eidsvoll, chef du parti de la Gauche socialiste au conseil municipal d'Oslo. « C'est une responsabilité internationale partagée que d'aider à garantir que les droits humains et le droit international ne soient pas violés ».

« Je suis fière que le conseil de la municipalité d'Oslo prenne maintenant des mesures pour empêcher que des produits et des services achetés par la ville ne soutiennent une occupation illégale de la Palestine ou d'autres territoires », a ajouté Eidsvoll.

Le comité national palestinien de BDS (BNC), le groupe moteur pour la campagne internationale de boycott, désinvestissement

et sanctions, [a salué l'initiative](#).

« Une interdiction sur les produits et les services des colonies illégales d'Israël est le moins que les institutions gouvernementales devraient faire pour mettre fin à leur complicité avec le régime israélien d'apartheid, de colonialisme et d'occupation », a déclaré Alys Samson Estapé de BNC.

Estapé a aussi exhorté le gouvernement norvégien à mettre fin à son commerce d'armes et à sa collaboration militaire avec Israël.

L'interdiction d'Oslo ne fait pas de différences entre entreprises israéliennes et entreprises internationales qui opèrent dans les colonies illégales d'Israël, remarque le BNC.

Cinq autres villes norvégiennes, dont [Trondheim](#) et [Tromsø](#), ont déjà adopté des interdictions similaires sur les produits et les services des colonies.

En 2018, le conseil municipal de la capitale irlandaise de Dublin [a voté pour arrêter](#) les contrats avec des compagnies internationales qui aident l'occupation militaire israélienne.

Un projet de loi pour interdire le commerce des biens coloniaux dans toute la République d'Irlande [progresses](#) à travers la procédure législative de l'état, confronté à l'opposition farouche du gouvernement irlandais, des politiciens américains et du lobby israélien.

Il y a un [consensus](#) croissant parmi les défenseurs des droits humains et les juristes que faire du commerce avec les colonies [facilite les crimes de guerre](#) et doit être [interdit](#).

La semaine dernière, l'expert indépendant des Nations Unies sur les droits humains dans les territoires palestiniens occupés [a réaffirmé](#) la nécessité d'une interdiction.

[Michael Lynk](#) a dit au comité pour les droits humains de l'Assemblée générale que les Nations Unies doivent compléter et rendre publique leur [base de données](#) des « entreprises impliquées dans des activités liées aux colonies illégales ».

Le conseil pour les droits humains des Nations Unies a voté en faveur de la création de cette base de données en 2016.

Des groupes de défense des droits humains ont [exprimé leur inquiétude](#) que Michelle Bachelet, responsable des droits humains aux Nations Unies, ait jusqu'à présent échoué à rendre publique la base de données à cause de pressions politiques.

Co-fondateur de *The Electronic Intifada* et auteur de [The Battle for Justice in Palestine](#), publié chez Haymarket Books. A aussi écrit [One Country: A Bold-Proposal to End the Israeli-Palestinian Impasse](#).

Trad. CG. pour l'Agence Media Palestine

Source: [Electronic Intifada](#)